

Flashinfo

Gagnons la mobilisation le 1^{er} octobre ! Exigeons le choix des urnes !

Les JO sont un grand et bel évènement qui met le sport en exergue ainsi que les performances de ces athlètes, tous de haut niveau, médaillés ou non !

Lors de la cérémonie d'ouverture qui était une cérémonie inclusive, féministe, moderne, pluriculturelle, rien n'a été dit sur la délégation algérienne dispersant des roses dans la Seine, en hommage aux victimes du massacre du 17 octobre 1961, jetées à l'eau par la police, ni sur les acclamations du bateau des 8 athlètes de la Palestine descendant la Seine. Médias et réseaux sociaux relaient les commentaires nauséabonds sur cette cérémonie. **Qu'est ce qui gêne le plus ?** Une chanteuse qui danse avec la garde républicaine ou la chanteuse noire ? Un homme nu dans la réinterprétation du *Festin des dieux*, et non de la Cène, ou la présence des drag-queens ?

Fachos et consorts se donnent le mot pour réagir et pour agir violemment : les locaux CGT du Centre hospitalier Ariège Couserans ont été dévastés et tagués ; en Grande Bretagne des hôtels accueillant les migrants détruits avec des manifestations appelant à la haine...

Durant les JO, rien ne se passerait en France ? Que deviennent les milliers de salarié.es victimes de plans de licenciements : dans l'automobile, à Duralex (finalement transformé en SCOOP), Sanofi ou encore Milee ? La situation des urgences est critique...

Malgré la trêve demandée par E. Macron, **ce gouvernement « technique » continue le massacre**. Il publie des décrets sur les volets les plus répressifs de la loi immigration, pour supprimer le jour de congé hebdomadaire pour les salarié.es des vendanges, pour le report et non l'annulation de la loi d'assurance chômage au 1^{er} octobre. Il prend des décisions structurantes sur le Projet de Loi de Finance et le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2025.

Pour la CGT, les exigences sociales se sont exprimées, elles doivent être entendues.

E. Macron a été sanctionné et doit maintenant nommer un gouvernement qui réponde aux exigences sociales et environnementales. Le 18 juillet, les manifestants l'ont demandé partout en France.

Mobilisons-nous le **21 septembre**, journée mondiale pour la Paix. Portons nos besoins et exigeons de meilleures conditions de vie. Préparons activement le 1^{er} octobre, journée de mobilisation et de manifestation des retraité.es.

Faisons connaître les propositions CGT ! + que jamais l'heure est à la mobilisation, au renforcement de la CGT.

VIE SYNDICALE

Au 31/05, à la FAPT : 31 148 FNI dont 11 186 UFR pour 2023. 26 398 FNI 2024 dont 9 920 UFR.

Au 1/07, à l'UCR : 87 173 FNI pour 2023 et 48 334 pour 2024.

Si ce n'est fait, réglons nos timbres 2023 et 2024. **Profitons de l'été pour aller à la rencontre de nos camarades, voisins, amis avec le questionnaire santé et un bulletin d'adhésion. Participons aux AG de rentrée** de notre Union Locale, de notre section : nous, retraité.es, y avons notre mot à dire !

Attitudes et stratégies syndicales face à l'extrême droite au pouvoir

Pour le gouvernement italien, les syndicats doivent se limiter à la résolution des problèmes sur les lieux

de travail car les partis seraient les seuls à disposer de la légitimité nécessaire pour s'exprimer sur les questions générales. Des luttes se développent en Italie mais la violence monte. Pour aller plus loin, **la CES propose réflexions et pistes de travail**. Suivre le lien : [Dans le monde : syndicalisme et extrême-droite \(note CGT\) | Syndicollectif](#)

JO : avec la CGT, le droit du travail ne sera pas hors-jeu !

Des milliers de salariés contribuent à l'organisation des compétitions ; des centaines de milliers voient leur vie professionnelle et familiale modifiée. La CGT a un n° vert (0 801 230 526). Cette grande fête des JO ne doit pas se



faire au détriment des droits des travailleurs mobilisés pour l'évènement.

Abnégation ou intéressement

A La Poste, l'intéressement consenti au personnel est des plus « altruistes » : une très faible prime à laquelle sont appliqués des critères multiplicateurs ubuesques pour la maintenir au ras des pâquerettes. La CGT revendique un tiers des bénéfices au personnel puisque c'est lui qui les réalise à 100%. La Poste n'en accorde que 2%. Comprenez, cher M. Wahl que la CGT n'approuve pas une telle inconvenance.

Fibre optique vandalisée. S'attaquer à la fibre optique, c'est s'attaquer à chacun d'entre-nous, tant les besoins de communication sont essentiels à la vie, à la santé. SFR est le principal

opérateur touché. La CGT condamne ce vandalisme tout comme la mise en concurrence des salariés du secteur. Elle propose une réappropriation publique des télécoms pour une maîtrise des réseaux garantissant la sécurité nationale.

Comme le souligne la Une, c'est l'urgence pour répondre aux besoins sociaux et retisser un réseau de services publics.



Son dossier sur le hold-up des médias apporte aussi une réflexion indispensable... **15,50 € les 6 n°**

Tarifs postaux 2025

En forte augmentation, 6,8% en moyenne (7,75% lettre verte, 7,1% LR, 5,2% colis...), c'est un véritable racket des usagers. La privatisation puis le changement d'actionnaire majoritaire (CDC) accentuent les choix de rentabilité financière. Un projet de loi propose des délais d'acheminement à J+4 et J+7, la fermeture de bureaux et dégrade les conditions de travail des personnels. Augmentation des tarifs et dégradation des services sont les deux mamelles du libéralisme, à La Poste aussi. **Ah FRIC, quand tu les tiens !**



ATOS, acteur majeur des JO et du numérique public va disparaître !

Les JO se déroulent si bien, en partie grâce aux salariés d'ATOS, fleuron industriel du savoir-faire informatique français (gestion des données de santé, pilotage des infrastructures nucléaires civiles et militaires, informatique militaire). Il y a danger par l'endettement provoqué par l'incurie de ses dirigeants comme Thierry Breton. **La CGT enjoint les députés et le « futur nouveau gouvernement » à nationaliser l'ensemble de l'entreprise.**

Prostitution : la loi abolitionniste confortée

La Cour Européenne des Droits Humains (CEDH) a rejeté à l'unanimité la requête déposée en 2019 par le lobby du « travail du sexe » visant à supprimer l'interdiction en France d'achat d'actes de prostitution. La CGT organisation féministe, ne peut que s'associer à la joie du mouvement abolitionniste pour en finir avec cette violence extrême qu'est la marchandisation du corps des plus vulnérables, migrantes, minorités ethniques, handicapées, mineures, etc...

Travailleurs du BTP et canicule

Un décret prévoit un congé « *intempérie* » en période de canicule dans le secteur du BTP. S'il ne répond pas à tous les besoins des salariés, la CGT salue sa publication et revendique que les élus du personnel puissent produire un droit d'alerte pour Danger Grave et Imminent dans l'intérêt des travailleurs.

Nomination au Haut Conseil à l'Egalité

La CGT soutient le personnel du HCE et se félicite du départ de Sylvie Pierre-Brossolette, ex-présidente pour des propos à la limite de la légalité. Macron continue à ignorer le résultat des urnes et place Béangère Couillard, battue lors des élections législatives et ancienne ministre de Borne.

INTERNATIONAL

Israël condamné à cesser la colonisation qui dure depuis 1967

La CIJ (Cour Internationale de Justice) estime que l'occupation du territoire palestinien par Israël depuis 1967 est illégale et doit cesser. En janvier la CIJ avait déjà statué, mettant en cause Israël et considérant qu'il existait un risque plausible de génocide à Gaza. La CIJ condamne Israël et enjoint les États à agir et à cesser d'encourager la politique nationaliste et impérialiste d'Israël dans les territoires occupés.

Iran : NON à l'exécution de Sharifé Mohammadi condamnée à mort le 4/07/24 pour avoir défendu les droits des citoyens et aidé à la création d'organisations ouvrières indépendantes. Emprisonnée depuis déc. 23, elle subit isolement, privation de visite, tortures. CGT, CFDT, FSU, UNSA et SOLIDAIRES demandent l'annulation de sa condamnation, sa libération, l'arrêt de la torture et des poursuites et la libération des détenus d'opinion et l'abolition de la peine de mort en Iran.



Manifestations massives au Bangladesh.

Centre mondial de la production textile et chimique à bas coût, c'est un des pires pays au monde pour les conditions du travail et les salaires indécents. Le NGWF, syndicat proche de la CGT regroupant 80% des travailleurs du textile, est durement réprimé : 4 responsables et 11 syndiqués tués, + de 50 blessés, + de 100 arrestations. Le pouvoir chute, la 1^{ère} Ministre démissionne et s'enfuit vers l'Inde. L'armée a pris le contrôle du pays... Un nouveau gouvernement devrait être formé prochainement.